

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 06/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APERAM ALLOYS IMPHY

Avenue Jean Jaurès
58160 Imphy

Références : 250460
Code AIOT : 0005401254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement APERAM ALLOYS IMPHY, implanté 1 avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 "Perte d'utilités". L'inspection a porté uniquement sur l'usine Loire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APERAM ALLOYS IMPHY
- 1 avenue Jean Jaurès BP n°1 58160 Imphy
- Code AIOT : 0005401254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site d'Aperam exploite une usine de production et de transformation (sous forme de barres, feuillards et de fils) d'alliages spéciaux (en particulier alliages à base de nickel).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	3 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
6	Dispositifs de	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	article 56	
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'usine Loire, en cas de coupure des utilités électriques, le site est à l'arrêt. L'exploitant a identifié les effets cascades sur les autres utilités en cas de coupure d'électricité. Il a également identifié les équipements critiques devant être secourus électriquement et a mis en place les dispositifs de secours qu'il a jugés pertinents. L'exploitant devra mieux formaliser la surveillance en mode dégradé des équipements et installations qui le nécessitent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'usine Loire est alimentée par 2 lignes haute tension. Des modifications ont été apportées aux transformateurs sans information à la préfète (Observation). L'exploitant dispose d'un schéma de distribution de l'énergie électrique du site. A l'échelle du site, les utilités nécessaires sont l'électricité, la vapeur, le gaz naturel, différents gaz de procédés, l'air comprimé, la vapeur et l'eau industrielle. En cas de rupture non prévue de l'alimentation électrique (l'une et/ou l'autre des 2 lignes hautes tension), l'exploitant est prévenu par message sur la gestion technique centralisée (GTC) par RTE (réseau de transport d'électricité). Si l'interruption est planifiée (cas de travaux par exemple), RTE échange en amont avec l'exploitant sur l'indisponibilité à venir de la ligne. Concernant le four à arc, les utilités nécessaires sont l'électricité (ligne d'alimentation électrique dédiée pour cette équipement), différents fluides tels que l'oxygène et l'argon (pour la qualité du produit fabriqué) et le refroidissement (à eau) nécessitant l'énergie électrique apportée par une

autre ligne électrique que celle dédiée au four à arc. En cas de rupture de l'alimentation électrique du refroidissement du four, un groupe motopompe assurant le refroidissement de secours est enclenché et des alarmes sont reportées sur la GTC (gestion technique centralisée), doublées d'une sirène et d'un message vocal au sein de l'atelier.

Concernant la chaudière 10,57 MW (permettant la production de vapeur pour les différents process), les utilités associées sont l'électricité, le gaz naturel et l'eau industrielle. En cas de perte de l'alimentation électrique ou d'alimentation en gaz naturel, la chaudière s'arrête totalement et des alarmes de type "arrêt de production de vapeur" sont remontées à la GTC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : il est rappelé à l'exploitant que, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, toute modification notable apportée aux installations doit être portée à la connaissance de la préfète avant sa mise en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

En cas de rupture totale de l'alimentation électrique, les installations s'arrêtent et il n'y a plus de production possible sur le site. L'exploitant est en contact avec RTE.

Le 30/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un tableau nommé "Aperam Imphy_Perte d'utilité électrique" qui décrit pour chaque équipement de l'usine Loire la conséquence directe d'une perte d'alimentation électrique, les dispositifs de secours, leur autonomie, le type et la périodicité de contrôle des dispositifs de secours. Le fichier mis à jour au 13/10/2025 a été transmis par courrier électronique le 15/10/2025. Les équipements critiques devant être secourus sont indiqués dans ce tableau. L'exploitant y identifie également les conséquences sur les autres utilités en cas de perte d'électricité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Pour le four à arc, l'installation critique est le refroidissement qui est alors secouru par un groupe motopompe diesel. En cas de perte de l'alimentation électrique ou de toute autre utilité (gaz naturel, eau), la chaudière s'arrête en sécurité avec report d'alarmes à la GTC. L'exploitant n'identifie pas de risque sur cet équipement en cas de rupture de l'alimentation électrique. Les réseaux sprinklés et les installations de déluges sont secourus par des groupes motopompes diesel. Les centrales de détection incendie et de protection incendie sont secourues par des batteries d'une autonomie de 12 h (10 min en charge). L'inertage des armoires onduleurs est relié à la batterie de la centrale incendie. L'outil informatique de la salle POI (plan d'opération interne) est sur onduleurs. A noter qu'en cas de perte de l'alimentation électrique, il n'y aurait plus d'éclairage, notamment dans la salle POI. Les moyens de communication sont le GSM et éventuellement les talkies-walkies. Pour le four à arc, le refroidissement est assuré par des groupes motopompes diesel. En cas de perte de l'alimentation électrique, les reports de température de la voûte et de l'enceinte ne sont plus assurés. L'exploitant assurerait alors une surveillance visuelle du four (rougeoiement caractéristique d'une surchauffe). Le pont associé au four (pont A2/26) se mettrait en sécurité en cas de rupture de l'alimentation électrique. Les freins, détectant un manque de tension, s'activeraient automatiquement. L'exploitant a indiqué que la chaudière n'avait pas besoin d'être secourue : en cas de rupture de l'alimentation électrique elle s'arrête automatiquement. La détection gaz associée à la MMR (mesure de maîtrise des risques) n°CHL1 est secourue par batteries d'une autonomie d'environ 5 à 6 h. Au-delà de ce délai, la détection gaz remonte en défaut sur la GTC, ce qui déclenche une intervention humaine (personnel formé au risque gaz et porteur d'un détecteur 4 gaz). L'exploitant indique que la mise en place de mesures de compensatoires de la détection gaz, en l'absence d'alimentation électrique (détection gaz inopérante), n'est pas procédurée (non-conformité). Dans l'étude de dangers de 2022, l'exploitant indique que les électrovannes ayant pour objectif de couper l'alimentation en gaz naturel sur la chaudière Loire sont du type « normalement fermées ».

Ce point n'a pas été vérifié lors de l'inspection.
Il n'y a pas sur le site d'équipement pouvant s'arrêter durant un temps puis devant être secouru.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : l'exploitant définira et mettra à œuvre les mesures à prendre afin d'assurer le maintien des MMR en lien avec la chaudière (détection gaz notamment). Observation : en cas de perte des utilités électriques, les éclairages (hors éclairages de secours) ne sont plus alimentés. L'exploitant se positionnera sur l'opportunité de secourir tout ou partie de l'éclairage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise

en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

A l'échelle du site, il n'existe pas de procédure en cas de rupture de l'alimentation électrique. L'exploitant indique qu'une coupure annuelle de l'alimentation électrique est réalisée et n'a pas mis en évidence de difficulté majeure. En outre, en 2022, RTE a réalisé une coupure inopinée des lignes haute tension d'une durée de 37 min. Cette coupure n'a pas mis en évidence de difficulté particulière. L'exploitant justifie l'absence de procédure à l'échelle du site par le retour d'expérience et l'absence de risques identifiés en cas de perte d'utilités, hormis pour les équipements critiques, faisant alors l'objet de procédures.

En cas de perte de refroidissement sur le four à arc (équipement critique), les opérateurs appliquent la procédure (IY-ACI-ARC-ELAB-CO-457), point vérifié avec un opérateur four. Les opérateurs sont formés (formation nouveaux arrivants puis recyclages périodiques). L'exploitant a transmis par courrier électronique le 15/10/2025 un exemple de matrice de formations et de compétences pour un opérateur four. Des exercices sont régulièrement organisés.

En cas de coupure de l'alimentation électrique de la chaudière d'une durée supérieure à l'autonomie des batteries de secours, il n'existe pas de procédure encadrant la surveillance en mode dégradé (détection gaz notamment) **(non-conformité)**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à formaliser les actions à réaliser en cas de perte d'alimentation électrique, à l'échelle du site si nécessaire, à l'échelle des équipements qui le nécessitent (notamment, mais sans doute non exclusivement, la détection gaz pour la chaudière). Il s'assurera de la formation du personnel concerné à la mise en œuvre de ces procédures.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements, ...). Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le four à arc, en cas de secours par le groupe motopompe du refroidissement, les opérateurs vérifient visuellement la circulation de l'eau. Il n'existe pas de report des températures de la voûte ou de l'enceinte mais les opérateurs vérifient visuellement le rougeoiement éventuel de l'enceinte (qui n'aurait pas d'impact en cas d'évolution négative en termes de risques). Le refroidissement de secours peut être assuré pendant 4 h. Or, le temps nécessaire au refroidissement en sécurité n'est que de 1 h 30. Ce temps a été établi en fonction des données constructeur, des analyses (groupe de travail interne) et des caractéristiques des débitmètres.</p> <p>Pour la chaufferie, la détection gaz est secourue par batteries d'une autonomie de 5 à 6 h. Au-delà de ce délai, la détection gaz remonte en défaut sur la GTC, ce qui déclenche une intervention humaine (personnel formé au risque gaz et porteur d'un détecteur 4 gaz). L'exploitant indique que la mise en place de mesures de compensatoires de la détection gaz, en l'absence d'alimentation électrique (détection gaz inopérante), n'est pas procédurée (non-conformité).</p> <p>La détection incendie du site est secourue par batterie dont l'autonomie est de 12 h (10 min en charge). Chaque centrale de détection incendie dispose de 2 batteries. Si les batteries sont vides, des rondes personnel (pompiers internes) sont réalisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Secours par batteries de la détection gaz : se reporter aux demandes formulées au point de</p>

contrôle n°3
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Les centrales incendie sont secourues par des batteries. L'exploitant dispose sur site de batteries de rechange pour le cas où une batterie serait défectueuse ou vide.</p> <p>Le four à arc dispose d'un refroidissement via groupe motopompe. Les suivis des températures de l'enceinte et de la voûte ne sont pas secourues. L'exploitant a indiqué que le suivi serait une observation du comportement de l'enceinte de la voute par les opérateurs (Observation).</p> <p>La détection gaz de la chaufferie est secourue par batteries et le défaut de détection remonte à la GTC.</p> <p>La gestion technique centralisée est sur onduleurs. Il existe 2 onduleurs en cascade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : l'exploitant se positionnera sur la nécessité de secourir les reports de température de la voute et de l'enceinte du four à arc.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : Dans l'étude de dangers de 2022, l'exploitant indique que les électrovannes ayant pour objectif de couper l'alimentation en gaz naturel sur la chaudière Loire sont du type « normalement fermées ». Ce point n'a pas été vérifié lors de l'inspection. La détection gaz associée à la MMR n°CHL1 est secourue par batteries d'une autonomie d'environ 5 à 6 h. Concernant les onduleurs qui secourent notamment la GTC, un évènement est survenu en août 2025, lors de la coupure générale annuelle électrique : l'exploitant indique que des équipements complémentaires ont été ajoutés aux onduleurs, dont le dimensionnement n'était alors plus adapté, ce qui a entraîné une perte de la GTC et donc de tous les reports d'alarme (non-conformité).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : l'exploitant s'assurera de l'adéquation du dimensionnement des dispositifs de secours aux besoins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des

paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs ».

Constats :

Les centrales incendie sont testées 2 fois par an par un prestataire. L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance avec ce prestataire. La maintenance des groupes motopompes diesel pour les réseaux sprinklés et les installations de déluges n'a pas été abordée au cours de cette inspection.

Les groupes motopompes pour le refroidissement des fours disposent d'un plan de maintenance qui est saisi dans l'ERP (progiciel de gestion intégrée, à savoir SAP). Ils sont vérifiés par le service maintenance 1 fois/an. L'inspection des installations classées a pu vérifier ce point pour le groupe motopompe du refroidissement du four à arc. Les opérateurs disposent d'une check-list déroulée chaque dimanche pour ce groupe motopompe. La check-list comprend notamment la vérification du fonctionnement de l'alarme débit panneaux et voûte. Les groupes sont en permanence couplés afin d'assurer le relais sans difficulté ni délai en cas de coupure de l'alimentation électrique du refroidissement.

Les détecteurs gaz de la chaudière sont contrôlés 2 fois par an. L'exploitant indique que les batteries de secours de la détection gaz sont vérifiées visuellement et remplacées au maximum tous les 4 ans (**Observation**).

Concernant les onduleurs, secourant notamment la GTC : l'exploitant a réalisé une analyse de l'évènement survenu lors de la coupure générale d'électricité en août 2025 et formalisé cette analyse dans le document "RCA panne GTC.xls". Il a mis en évidence, outre une surcharge liée aux équipements supplémentaires à secourir, une usure des onduleurs. L'exploitant a prévu un remplacement de la totalité des onduleurs en 2026 (**non-conformité**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : l'exploitant pourrait utilement mettre en place un contrôle périodique de l'état des batteries secourant la détection gaz de la chaufferie.

Non-conformité : l'exploitant formalisera et mettra en œuvre un plan de maintenance des onduleurs. Le plan de maintenance sera à communiquer à l'inspection des installations classées

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1 ^{er} janvier 2026 ».
Constats : La demande d'autorisation ayant été déposée avant le 1 ^{er} septembre 2022, l'exploitant veillera à se conformer à l'ensemble de ces prescriptions avant le 1 ^{er} janvier 2026, et notamment la formalisation des conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en situation de perte d'utilités. L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que ces prescriptions s'appliquent à l'ensemble du site et non exclusivement aux installations et équipements abordés dans le cadre de cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite